

Gaza, un génocide sous nos yeux

Depuis dimanche, l'armée israélienne mène de nouveau une invasion terrestre de grande ampleur dans la bande de Gaza, après des bombardements qui ont fait des centaines de morts. Invité le 16 mai à la télévision israélienne, Zvi Sukkot, député suprémaciste d'extrême droite, a tranquillement déclaré : « *Hier soir, près de 100 Gazaouis ont été tués. Et ça n'intéresse personne. Tout le monde s'est habitué à ce que l'on puisse tuer 100 Gazaouis en une nuit, en temps de guerre, et tout le monde s'en fiche.* » Et deux membres du gouvernement, le ministre de la Sécurité intérieure et celui du Patrimoine, ont évoqué ouvertement la possibilité de bombarder les maigres réserves alimentaires de Gaza.

Partir ou mourir

Depuis le blocus total de l'aide humanitaire décrété début mars, puis la rupture de la trêve par Israël le 18 mars, les Gazaouis sont à nouveau écrasés sous les bombes et affamés. Rien n'entre à Gaza, ni nourriture, ni eau potable, ni médicaments. Ceux qui survivent aux bombardements sont en proie à la famine et n'arrivent plus à nourrir des enfants n'ayant plus que la peau sur les os. Les hôpitaux, les camps de réfugiés et les organisations humanitaires sont systématiquement bombardés.

Les deux millions d'habitants de cette étroite bande de 365 km² sont affaiblis et désorientés, renvoyés du Sud vers le Nord, puis du Nord vers le Sud, alors qu'aucune zone n'est sûre. On leur fait comprendre qu'ils n'ont que deux possibilités : partir de Gaza, ou mourir. Les autorités israéliennes ont en effet annoncé leur nouveau plan d'action militaire, la conquête, puis la destruction totale de la bande de Gaza.

Face à l'apologie de génocide, la complicité des grandes puissances

Alors que les dirigeants israéliens assument fièrement leur politique génocidaire, les puissances impérialistes continuent à apporter tout leur soutien à l'État d'Israël. Trump, après avoir lancé l'idée d'une prise de contrôle de la bande de Gaza par les États-Unis pour la reconstruire et en faire la « Riviera du Moyen-Orient » dont les Palestiniens seraient chassés, a laissé carte blanche au gouvernement israélien dans la privation totale d'aide humanitaire pour les civils. En tournée dans les pétromonarchies du Golfe, sa priorité du moment a été de récolter 3 500 milliards de

dollars de contrats pour les entreprises américaines et de nombreux cadeaux personnels.

Quant à Macron, interrogé lors de son show sur TF1 le 13 mai, il a estimé que ce serait aux historiens de décider s'il s'agissait ou non d'un génocide. Et si le gouvernement français en est complice, peut-on ajouter ! En attendant, la France continue à livrer des armes à Israël. Et le gouvernement français ne trouve rien de plus urgent que de préparer la dissolution d'Urgence Palestine, un des collectifs de soutien qui dénonce dans la rue le massacre des Palestiniens. Cette dissolution est inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres. Tout un symbole.

Continuons à manifester contre le massacre en cours à Gaza !

Alors que plus de 53 000 personnes, dont près de 15 000 enfants, ont déjà été tués à Gaza, que les bombardements s'intensifient et que la famine exterminne les survivants, il faut continuer à manifester pour dénoncer ce génocide et exiger l'arrêt du soutien à l'État israélien. Le week-end dernier, triste anniversaire des 77 ans de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948, des manifestations ont eu lieu à travers le monde. À Paris, plusieurs milliers de personnes ont défilé ce samedi 17 mai. Aux Pays-Bas à La Haye, 100 000 manifestants se sont retrouvés.

L'ONU comme la Cour pénale internationale affichent chaque jour l'impuissance de leurs condamnations. La solidarité des travailleurs et travailleuses du monde entier est la seule force internationale de soutien aux Palestiniens pour exiger l'arrêt des massacres et affirmer leur droit à la vie, sur la terre qui est la leur.

La direction n'est pas à un mensonge près

Il y a deux mois, les camarades de Sud annonçaient que la direction envisageait la fermeture de l'Étape. Le nouveau directeur déclarait alors dans *l'Est Républicain* qu'il n'en était pas question. Or, la fermeture de l'unité vient d'être décidée. Quatorze lits vont être fermés. Ne reculant devant aucun mensonge, le directeur dit qu'il s'agit d'anticiper la réorganisation de l'hôpital ce qui est absolument faux. Et que cela se fera en collaboration avec le personnel. Il est prêt pour faire une carrière politique.

Quand l'État finance les entreprises privées

Les sociétés d'audit sont des entreprises privées très lucratives qui interviennent surtout dans le public, pour soi-disant évaluer ce que tout le monde sait déjà. Une façon de financer des sociétés privées avec des fonds publics. Au Colombier, nous avions fait, après l'intrusion dans les locaux d'un patient en rupture de soin, une demande de sécurisation des lieux. Demande refusée car trop chère d'après la direction. Non à la mise en place d'un portail mais pas de souci pour financer un audit. On voit ou vont les priorités.

Les chaises musicales

Au CMP de Planoise, non seulement les listes d'attente sont interminables, mais il n'y a pas suffisamment de bureaux pour les consultations. Voilà plusieurs années que la direction planche, mais toujours pas de résultat. Maintenant que les beaux jours arrivent, on pourrait mettre quelques caravanes sur le parking et vendre des crêpes pour financer les services publics.

Le ridicule ne tue plus : une bonne nouvelle pour la direction

Dans une note de service, la direction nous annonce que deux espaces dédiés au sport et à la motricité ont été ouverts. Ils sont disponibles pour les patients, les familles et les soignants. Et de nous expliquer que cela améliorera notre bien-être, notre sommeil... Bientôt elle mettra des hamacs dans le parc et nous préparera le petit déjeuner quand nous devrons faire des soirs-matins. Et le directeur viendra nous chanter une berceuse.

L'hôpital du 21^e siècle...

Une annonce qui aurait pu paraître dans *Sciences et avenir*. Selon certaines rumeurs le directeur aurait accepté, après des années de négociations, que le gymnase se dote d'un équipement innovant et très cher : un WC ! Un petit pas pour l'humanité, mais un grand pas pour la psychiatrie.

Un duel à droite toute

Bruno Retailleau a remporté largement l'élection interne chez LR contre son concurrent Laurent Wauquiez. Le poste de président de LR était vacant depuis le ralliement d'Éric Ciotti à Marine Le Pen, et ce duel a surtout été la course des deux concurrents pour se placer le plus à droite possible, à commencer par s'en prendre aux immigrés. Comment les distinguer du RN ? Retailleau, issu de la droite la plus réactionnaire se retrouve à la tête de LR, tout en étant au gouvernement Bayrou. La macronie, devait être le barrage contre l'extrême droite... Vraiment ?

Les marchands d'armes se portent bien

Depuis le 1er janvier, les 40 principales actions de la Bourse de Paris, qui servent de base à l'indice du CAC40, ont progressé de 4,9 %, nettement plus que l'inflation... et que les salaires. Arrive en tête le groupe Thales, spécialisé dans les systèmes électroniques pour l'armement, qui a vu son action faire un bond de... 77,6 %. Le second du classement, Dassault, s'est contenté d'une modeste hausse de 54,2 % sur un an. Grâce aux guerres en cours en Ukraine, au Moyen-Orient, à la frontière indo-pakistanaise ou ailleurs, la France continue d'être le second exportateur mondial d'armes derrière les États-Unis. Cocorico !

Trois maçons meurent écrasés par un mur

Trois salariés de la même entreprise de maçonnerie – âgés de 45, 56 et 58 ans – ont été écrasés par un mur de pierre qui s'est effondré à Pommard, près de Beaune. Ils travaillaient sur le chantier d'un bâtiment agricole. Plus de 80 personnes sont mortes au travail depuis janvier dans le pays. En ce qui concerne le seul secteur du bâtiment et travaux publics, on estime qu'en deux décennies près de 3 000 travailleurs ont perdu la vie suite à un accident du travail. Une véritable hécatombe !

L'impôt, c'est pour les pauvres

Rodolphe Saadé, le propriétaire et PDG de CMA CGM, troisième armateur mondial, basé à Marseille, a été auditionné par la commission sénatoriale sur les aides publiques aux entreprises. Il a notamment été interrogé sur « la taxe au tonnage », un avantage fiscal dont bénéficient les compagnies d'armement maritimes et qui coûte chaque année à l'État entre 5 et 6 milliards d'euros. Il a volontiers convenu que cette taxe a permis à son groupe de dégager des marges importantes et de prendre des participations dans des entreprises comme Air France-KLM et Pathé. En un mot, l'État casque et les patrons encaissent.